Le Monde
VENDREDI 28 JUIN 2024

Mal-être au travail, malaise dans les urnes

La dégradation des conditions d'exercice de son métier, avec perte de sens, manque de liens et déshumanisation, est un déterminant de l'abstention et du vote contestataire

De son propre aveu, Eliane (prénom d'emprunt), 52 ans, n'avait *« jamais été très politisée »*. *« Jusqu'à ce qu'on soit vendus de cette manière brutale »*, explique-t-elle. En redressement judiciaire, son entreprise, La Halle, a été rachetée en 2021 par le Groupe Beaumanoir. Préparatrice de commandes dans l'Indre, elle fait partie de ceux qui ont conservé leur poste. *« Vingt ans de nuit ! Ce n'est pas de ça que je me plains. C'est de la façon dont on traite les salariés,* résume-t-elle. *Une entreprise, c'est normal qu'elle veuille gagner de l'argent, mais il y a des façons de faire ! »*

Elle évoque ces actionnaires n'ayant *« pensé qu'à eux »*, et pas aux 294 collègues qui, dans l'Indre, ont perdu leur emploi. Le décalage entre la réalité de l'organisation du travail et les discours quotidiens sur la bienveillance, *« le mot à la mode »*. *« C'est tout en façade. Ce qu'ils veulent, c'est de la productivité, même si la sécurité n'est pas là »*, dit-elle, profondément indignée. Evoquant aussi comment une machine, le *« trieur »*, a réduit toute initiative à son poste de travail. Autant de signes d'un *« manque de respect »* qui s'incarne aussi dans le fait de n'être *« jamais informée à temps »* de ce qui se passe dans l'entreprise. *« Il y a peu de temps collectifs. »*

Cette rage accumulée lui a fait, dit-elle, changer sa façon de voter. Pour la première fois, en 2022, au second tour, elle a choisi la candidate du Rassemblement national (RN), Marine Le Pen. Contre Emmanuel Macron. Pour le premier tour des élections législatives, le 30 juin, et systématiquement désormais, affirme-t-elle, elle votera *« à gauche au premier tour, puis, s'il le faut, contre Macron »*.

Les raisons d'un vote ou d'une abstention ne s'ancrent pas seulement dans un territoire ou dans des difficultés de pouvoir d'achat. Comme Eliane, nombre des Français rencontrés ces dernières années, que *Le Monde* a recontactés depuis le 9 juin, estiment que leur mal-être au travail a pesé sur leur choix. *« Les gens ont une attente de justice démocratique dans le travail, ils veulent avoir leur mot à dire sur ce qui les concerne (sur l'organisation ou la répartition des profits…). Tout cela mobilise leur conception de ce qui est juste et injuste. C'est une expérience politique beaucoup plus forte que d'aller voter une fois tous les cinq ans*, souligne Isabelle Ferreras, professeure à l'Université catholique de Louvain (Belgique) et chercheuse associée au Center for Labor and a Just Economy à l'université Harvard (Etats-Unis). *Comment imaginer que le fait de ne pas se sentir respecté au quotidien dans son travail n'ait pas d'impact sur les choix politiques ? »*

Rares, pourtant, sont les études cherchant des corrélations entre vote et expérience au travail. Et ce, alors que la « valeur travail » est une antienne des discours politiques. *« C'est un peu un impensé en sciences politiques. Pourtant, quand on y réfléchit, c'est une évidence. L'être humain est soumis aux influences de son environnement, et avoir un milieu professionnel dans lequel la norme est la subordination ne peut qu'avoir des conséquences sur la façon dont on se représente les rapports sociaux dans la vie citoyenne »*, explique Thomas Coutrot, chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Cet ancien statisticien au ministère du travail (Dares) a cherché à savoir si cette influence pouvait être mise en évidence en rapprochant les enquêtes sur les conditions de travail de 2016 et 2019 et les résultats électoraux de 2017 et 2019 au niveau communal.

Ses conclusions, publiées dans *Le Bras long du travail* (IRES), paru en février, montrent qu'on compte plus de salariés travaillant de nuit ou tôt le matin, ou soumis à des contraintes physiques dans les communes où l'abstention ou le vote RN prédominent. Et une faible autonomie au travail est associée à l'abstention, au vote RN et au vote La France insoumise, alors qu'au contraire les votes Les Républicains (LR), La République en marche (puis Renaissance) et Europe Ecologie-Les Verts (désormais Les Ecologistes) sont associés à une plus forte autonomie opérationnelle.

Maître de conférences en sciences politiques à l'université de Lille, Tristan Haute s'est plongé sur les quelques données existantes dans des enquêtes de l'Insee. Pour lui, ce qui se joue dans l'entreprise a des conséquences en matière d'abstention : *« Au-delà de la catégorie socioprofessionnelle ou de la précarité de l'emploi, il y a un effet "conditions de travail". Le travail répétitif est un apprentissage d'une forme d'impuissance : "Mon poste est difficile, j'ai l'impression de ne rien pouvoir y faire, de n'avoir globalement pas prise sur mon destin, c'est ce qui va faire que je m'abstiens." »*

L'impuissance, c'est tout à fait ce que décrit Charles (il n'a pas souhaité donner son nom). Après son licenciement économique, il a retrouvé un poste de suremballeur aux trois-huit dans une usine de papier toilette de la Vienne, où *« tout est automatisé »*. Il ne vote plus, parce qu'il pense que *« ça ne va rien changer »* : *« Les politiques, ils n'ont rien fait pour moi, je ne ferai rien pour eux. »*

A 57 ans, Thierry (prénom d'emprunt) n'a plus envie, lui non plus, d'aller aux urnes. Licencié de son poste de préparateur de commandes en chambre froide à Argentan (Orne), il peine à retrouver un emploi adapté : *« J'ai retravaillé au drive d'un supermarché : il faut tout faire en même temps, servir, approvisionner, descendre les palettes, ouvrir les cartons… C'est très mal organisé. Comme j'ai fait ça dix-sept ans, j'ai essayé de leur donner des conseils, des idées, mais ils ne veulent pas en entendre parler. Il y a des matins, je me demande si je suis encore utile à quelque chose. »*

« TOUT LE MONDE DEVIENT REMPLAÇABLE »

Pour les chercheurs, le recul démocratique des vingt dernières années (montée de l'abstention comme du vote RN) est lié en partie aux mutations qu'a connues le monde du travail sur la même période. *« Bien sûr, il faut toujours faire attention à ne pas faire d'une corrélation une causalité*, dit Tristan Haute. *Mais c'est aussi significatif que de dire qu'il y a un lien entre âge et vote, ou revenus et vote. »*

L'autonomie au travail a diminué, et cela alors même que le niveau moyen d'éducation s'élève, constate M. Coutrot. Notamment depuis l'arrivée du *lean management*, cette méthode d'organisation visant la « gestion au plus juste ». *« Cela se traduit par un management par les chiffres, un reporting* [compte rendu] *permanent et participe d'une perte de sens, avec l'impression de n'être plus que le rouage d'une machine »*, explique-t-il.

Dans *La Vraie Victoire du RN* (Presses de Sciences Po, 2022), Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS et chercheur au Centre de recherches politiques de Sciences Po, voit également dans la mise en place d'une politique du chiffre, avec une gestion *« par le haut »*, ignorant *« les savoir-faire et les régulations locales »*, l'une des raisons de la hausse du vote RN dans la fonction publique.

« Le lean management*, c'est le cancer du travail »*, s'emporte Alain Delaveau, qui a vu ces méthodes dégrader *« insidieusement »* les conditions de travail aux Fonderies du Poitou, où il était délégué CGT. *« On chiffre tout, on vous fait des procédures et des fiches de poste, tout le monde devient remplaçable. On ne vous paie plus pour réfléchir, mais pour faire ce qui est écrit… Derrière, on n'a pas pensé aux valeurs humaines ou au travail bien fait. »* L'arrivée des 35 heures, dit-il, a aussi participé à la réduction d'une certaine liberté au travail. *« On a alors vu arriver le concept du "temps de travail effectif". On s'est mis à tout chronométrer. Cela a réduit les moments de vie, d'échanges et provoqué une intensification du travail. »*

> « QUAND IL N'Y A PAS DE DIALOGUE SOCIAL, QU'ON N'EST PAS ASSOCIÉ AUX TRANSFORMATIONS, CELA DONNE L'IMPRESSION, AU QUOTIDIEN, QUE SA VOIX NE SERT À RIEN »
>
> **ISABELLE MERCIER**
> secrétaire national de la CFDT

Dans l'industrie automobile, les robots ont soulagé des tâches techniques les plus éprouvantes. *« Mais il faut bien que des hommes les alimentent en pièces. Le boulot est moins intense à la seconde, mais, au bout de la journée, vous avez fait plus de gestes »*, souligne Patrice Zahn, militant SUD à Stellantis, à Poissy (Yvelines), qui voit le nombre de troubles musculo-squelettiques *« exploser »*. *« On est aussi dans la flexibilité à mort ! »* Pour coller au plus près aux approvisionnements, à certaines périodes, les salariés doivent, à 16 h 30, appeler un numéro vert pour savoir s'ils travaillent le lendemain. *« Face à ça, vous mettez les 36 millions d'euros de salaire annuel de notre PDG… L'effet est terrible »*, constate M. Zahn.

En miroir, sur la même période, les capacités des salariés, comme des agents de la fonction publique, à s'organiser pour faire entendre leur mécontentement et améliorer leurs conditions de travail se sont considérablement réduites. En cause, rappelle Tristan Haute, l'atomisation des collectifs de travail, détricotés par le recours massif à la sous-traitance, la multiplicité des statuts dans la fonction publique, la précarisation des emplois (CDD ou intérim). Mais aussi les ordonnances Macron de 2017 qui ont réduit le nombre de représentants du personnel et fait disparaître les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. *« Un recul catastrophique de la démocratie sociale »*, selon la CGT. Le rapport d'évaluation de France Stratégie, en 2021, alertait entre autres sur la *« mise sous tension »* des élus, leur *« épuisement »*, leur *« découragement »*.

« Ces ordonnances furent une vraie dégradation, car ça a enlevé le lien direct qu'avaient les représentants syndicaux avec les salariés, déplore Isabelle Mercier, secrétaire nationale de la CFDT. Q*uand il n'y a pas de dialogue social, ou vite fait, qu'on n'est pas associé aux transformations, cela donne l'impression, au quotidien, que sa voix ne sert à rien. »* *« Tous les reculs qu'on a subis depuis des années, ça a créé un vrai ras-le-bol, quel que soit le bulletin dans l'urne »*, renchérit M. Zahn.

Or le RN a su *« capter cette demande de justice sociale et de dignité »*, constate Luc Rouban dans ses enquêtes. *« La gauche et la droite n'ont pas tenu leurs promesses, le RN est le seul à qui on peut encore laisser le bénéfice du doute »*, fait valoir Christine (prénom d'emprunt), employée à Auchan depuis trente ans, qui, le 30 juin, pense *« suivre tout le monde »*, c'est-à-dire, pour la première fois, *« voter Bardella »*. Elle n'en peut plus de ses *« responsables incompétents »* qui ont décidé de privilégier les caisses en libre-service.

« Normalement, on doit tourner, mais ils m'y laissent parfois neuf heures dans la journée. Debout tout le temps, on piétine, je me tape de ces maux de dos… Et les clients nous sollicitent beaucoup », décrit sa collègue Angélique (elle n'a pas souhaité donner son nom de famille), 28 ans, qui votera comme elle. *« Les clients, ils deviennent méchants*, déplore encore Christine. *Quant aux chefs, avant, ils étaient avec nous dans le magasin, ils nous parlaient. Maintenant, on leur demande de mettre de la distance, comme pour rappeler qu'il y a une vraie différence entre la direction et les employés. On ne nous considère pas, on en a marre d'être le petit peuple juste là pour trimer. »*

« INANITÉ DE LA HIÉRARCHIE SOCIALE »

Ces dernières années, deux crises du monde du travail sont en venues aviver les plaies. *« Le Covid-19 a mis au jour l'inanité de la hiérarchie sociale, on le voit très bien dans les enquêtes »*, indique M. Rouban, qui décrit le *« contraste indécent »* entre les premières lignes, qui prenaient des risques pour faire tourner l'économie, *« alors que la France d'en haut se calfeutrait dans ses maisons de campagne »*. Quand les premières grèves ont éclaté, fin 2022, dans les entreprises pour demander une meilleure répartition des bénéfices des confinements, Olivier Guivarch, secrétaire national de la CFDT, mettait déjà en garde dans *Le Monde* : *« Il y a un ressentiment fort chez les salariés des secteurs qui ont bénéficié de la crise, et des directions qui jouent avec le feu. »*

Les promesses de reconnaissance pour les travailleurs des confinements, grâce auxquels le pays *« a tenu tout entier »*, comme disait Emmanuel Macron, en avril 2020, sont aussi restées lettre morte. Dans ce contexte, la réforme des retraites de 2023, reportant de deux ans l'âge de départ, pour tous, sans prise en compte de la pénibilité, a fait figure d'ultime trahison.

Eliane était parmi le million de Français dans les cortèges. *« Il va me falloir aller jusqu'à 67 ans pour une pension correcte, ça fait long quand même »*, dit celle qui souffre d'arthrose aux épaules et aux cervicales, comme *« tous* [ses] *collègues »*. Elle dit avoir éprouvé alors le même *« mépris »* ressenti au travail : *« Ils n'ont pas écouté les gens. On leur dit qu'on va avoir du mal à faire ces années en plus, et ils n'écoutent pas, ils décident pour nous, au 49.3 ! »*

« La retraite précoce faisait figure de véritable récompense de leur vie professionnelle dans un système qui ne les reconnaît pas à leur vraie

valeur, ce qui explique cette réaction si forte », souligne M. Rouban. Pour lui, le manque de reconnaissance est majeur dans le choix du vote RN. Ce n'est pas qu'une question de salaire. Il se joue d'abord dans la dépréciation éprouvée quand on n'a plus le temps ni les moyens de bien faire son métier, la perte de sens, le manque d'autonomie ou l'impression d'être interchangeable. *« Si vous êtes bien payés mais que vous avez le sentiment de n'être pas reconnu, c'est une source majeure d'insatisfaction, même si vous êtes cadre. Ce qui explique qu'ils soient de plus en plus nombreux à voter RN. C'est 20 % aux* [élections] *européennes* [du 9 juin] », rappelle M. Rouban.

« ILLUSION DE DÉMOCRATIE »

Maître d'hôtel dans l'événementiel, Tom (il n'a pas souhaité donner son nom), 59 ans, aime rappeler qu'il maîtrise la découpe à la cuillère, sur une sole ou un poulet. Un savoir-faire qu'il chérit, mais qui a perdu de sa valeur. *« De plus en plus, on nous demande juste de porter des assiettes, avec des jeunes qui ne connaissent pas le métier. Mais les patrons s'en foutent, ce qu'ils veulent, c'est juste des gars qui acceptent de bosser quatorze heures d'affilée pour pas cher. On ne met plus le prix de la compétence »*, se désole-t-il.

Les réformes successives de l'assurance-chômage n'ont cessé de réduire le droit des « permittents » comme lui, ces travailleurs qui alternent intenses périodes de travail et périodes de chômage. *« Je me trouve relégué dans la catégorie des profiteurs, qui bossent un peu mais touchent beaucoup d'allocs ! C'est faux ! Il n'y a pas d'autre système, si vous voulez des maîtres d'hôtel disponibles au dernier moment pour une réception à l'Elysée. »* Quand il sert les politiques, il ne manque pas de leur rappeler comment, durant le Covid-19, son métier a été *« abandonné »*. *« On a fait des manifestations, des occupations, ça n'a servi à rien. C'est une illusion de démocratie. Donc je ne vois plus qu'un moyen de se faire entendre : j'ai voté RN aux* [élections] *européennes, et je le referai chaque fois. Il faut un* "reboot"*, comme pour un logiciel. »*

Pour Isabelle Mercier, ces raisonnements montrent l'urgence à *« apporter des réponses, autour de l'expression des salariés, du partage du pouvoir dans l'entreprise. Sinon, il ne faut pas s'étonner que certains veuillent renverser la table »*. Ce qu'Isabelle Ferreras traduit en un jeu de mots : *« On parle de fin démocratique quand on voit le RN qui arrive au pouvoir, mais ça traduit, au fond, une faim des gens de vouloir peser sur leur vie. »* ■

ALINE LECLERC

Entreprises : « La redistribution des richesses ne suffit pas, il faut redistribuer les pouvoirs »

Le chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales Thomas Coutrot invite à réfléchir « aux conséquences démocratiques du rapport de subordination » au travail

ENTRETIEN

Chercheur associé à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES) et auteur du « Bras long du travail » (*Document de travail de l'IRES*), Thomas Coutrot a mis en évidence des corrélations entre conditions de travail, vote et abstention.

On trouve nombre de travaux de recherche sur les liens entre vote et territoires, mais il semble y avoir peu de données sur le lien entre vote et expérience du travail…

L'idée que le travail puisse être déterminant des comportements électoraux n'est en effet pas du tout courante dans la littérature classique en science politique. C'est pourtant assez évident quand on y pense. Mais l'obstacle intellectuel vient du principe de subordination qui régit la relation salariale. C'est bien sûr revendiqué à droite, mais pas tellement contesté à gauche, on ne remet pas en cause ce rapport de subordination, comme si c'était dans la nature des choses que les gens acceptent d'obéir à des ordres et de laisser leur libre arbitre entre parenthèses pour que l'entreprise fonctionne. On ne réfléchit pas aux conséquences démocratiques de cet état de fait.

Pourtant, trois grandes expériences façonnent l'ethos politique, c'est-à-dire les valeurs, la conception que les gens se font des rapports entre les êtres humains : la famille, l'école et l'entreprise. Même Adam Smith, qui est un auteur libéral, mais qui avait une vision assez aiguë des enjeux moraux de l'économie, a évoqué l'impact négatif du travail répétitif sur l'intelligence ouvrière. Mais celle qui a été le plus loin sur le sujet est Carole Pateman, la théoricienne de la démocratie participative.

C'est elle qui théorise le « spill-over », ce débordement du travail sur le hors-travail…

Elle théorise bien la façon dont les rapports humains à l'intérieur d'une entreprise sont bien des rapports politiques, des rapports de commandement, de subordination, où certains décident pour les autres ce qu'ils vont devoir faire. Et ces rapports politiques ont des conséquences sur les représentations que les uns et les autres ont de leurs droits et de leurs devoirs dans la sphère publique.

Est-ce cette théorie que vous avez voulu mettre en évidence ?

L'idée m'est venue en écoutant l'économiste Daniel Cohen, qui présentait une étude du Cepremap *[Centre pour la recherche économique et ses applications]* sur le lien entre bien-être et vote. Il montrait que les électeurs du RN *[Rassemblement national]* étaient en moyenne plus malheureux que les autres. Je me suis dit : « Puisqu'on sait qu'un déterminant majeur du bien-être psychologique, c'est le travail, pourquoi ne pas regarder le lien entre les conditions de travail et le vote ? » J'ai construit des modèles économétriques à partir des données des enquêtes « conditions de travail » de la Dares *[service des statistiques du ministère du travail]* et de résultats électoraux communaux. C'était un pari, j'ai été très surpris de voir la force des résultats qui sont extrêmement significatifs.

Quels sont vos constats ?

Toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire à catégorie professionnelle, diplôme, âge, sexe, salaire égal, il y a un lien très net entre l'abstention et le manque d'autonomie au travail. C'est vraiment le cœur du modèle du *spill-over* qui fait que quand on se sent impuissant dans son travail, on se sent impuissant dans la vie politique. Quand on n'a pas de marge d'initiative, quand on a un travail extrêmement répétitif et cadré, on façonne une personnalité qui se sent impuissante à peser sur son destin et ne voit pas l'intérêt à se déplacer pour aller voter. Cela vaut aussi pour les catégories supérieures : l'érosion de l'autonomie est particulièrement nette chez les cadres, pris dans des systèmes d'objectifs chiffrés permanents jusqu'à la perte de sens.

Un deuxième résultat, c'est le lien entre le vote d'extrême droite et l'impossibilité de s'exprimer. Ne pas avoir de réunion où l'on peut discuter des questions concernant son travail est un facteur qui majore de façon très significative la probabilité d'un vote RN.

On peut aussi corréler horaires décalés et vote RN. Cela renvoie sûrement à l'enjeu symbolique capté par les politiques sur « la France qui se lève tôt », avec l'idée d'une certaine injustice dans ce sacrifice qu'est la vie à contre-courant du reste de la société. Cela

« NE PAS AVOIR DE RÉUNION OÙ L'ON PEUT DISCUTER DES QUESTIONS SUR SON TRAVAIL EST UN FACTEUR QUI MAJORE LA PROBABILITÉ D'UN VOTE RN »

fonctionne également avec les salariés qui indiquent avoir un travail pénible physiquement.

Si on vous écoute, on en déduit qu'il existe là, sur la qualité de vie au travail, des leviers pour réarmer la démocratie…

Le problème, c'est qu'on se heurte à un déni patronal très important sur ces questions. Ils *[les patrons]* voient bien qu'il y a des problèmes de démotivation, mais préfèrent se dire que « ce sont les jeunes qui ne veulent plus travailler » ou que « les Français sont râleurs ».

Au niveau politique, même dans le programme du Nouveau Front populaire, ce n'est pas central. On note certes qu'ils proposent de réserver aux salariés un tiers des sièges dans les conseils d'administration, mais c'est bien loin du terrain et du travail réel.

Ce qui serait important, c'est de réfléchir à une nouvelle mouture des lois Auroux de 1982, lesquelles ambitionnaient d'instaurer un « droit d'expression ». Il faut tirer le bilan de leur échec, et mettre en place des institutions qui permettent véritablement de redistribuer le pouvoir de décision sur l'organisation du travail dans les entreprises, de façon qu'il y ait vraiment une participation réelle des salariés aux décisions importantes qui les concernent.

Avec l'élection de délégués chargés d'organiser la discussion sur le travail et l'octroi d'un temps spécifique sur le temps de travail pour pouvoir mener cette discussion. Car même les anciens CHSCT *[comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail]* avaient finalement peu d'impact sur l'organisation du travail et les risques psychosociaux. La redistribution des richesses ne suffit pas, il faut redistribuer les pouvoirs. Ce sont des mesures qui, a priori, ne coûtent rien et peuvent changer la vie des gens. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AL. L.